

Sultanat d'Oman : les femmes dessinent l'avenir du pays

Autor(en): **Ley, Anne-Marie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **89 (2001)**

Heft 1448

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-282165>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Sultanat d'Oman

Les femmes dessinent l'avenir du pays

Dans une région géopolitique où les femmes constituent la part congrue du pouvoir, certaines luttent pour la reconnaissance d'une existence sociale. Le chef du sultanat d'Oman, petit pays musulman asiatique, entend miser sur la promotion des femmes par l'éducation et l'espace des naissances. Le Sultan est-il un dictateur éclairé?

Anne-Marie Ley

Un essaim de jeunes filles, vêtues de noir des pieds à la tête, déambule dans les jardins d'un hôtel de Mascate, capitale du sultanat d'Oman. Faihaa, dix-sept ans, explique qu'elle participe, avec une centaine de compatriotes venues de toutes les parties du pays, à un séminaire mis sur pied par le Ministère de l'économie pour former des femmes aux subtilités du recensement national. «Dix jours de cours intensifs pour nous apprendre à questionner les familles sur leurs habitudes de vie et à nous enseigner les méthodes de mise en valeur des données que nous récolterons.» Son avenir, elle ne le voit pas dans le mariage, en tous cas pas pour ces dix prochaines années. «Je veux avoir un job intéressant et bien gagner ma vie.»

Il y a trente ans que le sultan Qabous a pris le pouvoir. A l'époque, il n'y avait en Oman que trois écoles, réservées aux garçons. Aujourd'hui, pratiquement tous les enfants de six à seize ans sont scolarisés et la proportion de filles dans le millier d'écoles publiques est de 47%. L'effort consenti par les pouvoirs publics s'étend désormais à la formation profession-

nelle et universitaire. Dans ce pays musulman de 2,3 millions d'habitants, dont 25% d'étrangers, 44,4% de la population a moins de quinze ans.

Des progrès sur différents fronts

Que l'OMS (Organisation mondiale de la santé) ait classé en 2000 le sultanat en 8e position des pays disposant d'un système de santé publique de qualité témoigne de l'effort considérable déployé par le gouvernement dans ce domaine. Le sultan a usé de son prestige pour prôner l'espacement des naissances. Le personnel médical peut compter sur l'appui des associations féminines pour la sensibilisation des femmes aux questions de santé et de contraception. En vingt-cinq ans, le taux de natalité a régressé de 4,8% à 3,5% et les autorités sanitaires visent un taux de 2,5% d'ici à quatre ans.

filles en noir d'un côté et garçons en blanc de l'autre dans une institution qui forme l'élite de la nation après des examens d'admission rigoureux. «Si on était aussi sévère avec les garçons qu'avec les filles, relève un diplomate français, il y aurait 80% de femmes à l'Université. Le secteur bancaire, particulièrement bien noté pour son excellente filière de formation, compte une proportion impressionnante de femmes très qualifiées qui se battent pour conserver leur emploi malgré leur maternité, constate-t-il. Elles sont extraordinairement solidaires. L'employée enceinte travaille pratiquement jusqu'à son accouchement. Ses collègues assument discrètement ses tâches pendant son congé maternité qui est de quarante-cinq jours. Il n'est pas rare qu'elle l'abrège, en comptant sur le tire-lait pour allaiter son bébé. Il est vrai qu'elle peut

compter sur le dévouement de sa famille et, parfois, d'une domestique étrangère.»

Consciente de ses privilèges, cette minorité agissante sait qu'elle reste pourtant confrontée au poids de la tradition patriarcale. Même si le sultan a octroyé à son peuple une Constitution qui reconnaît entre autres l'égalité des droits entre femmes et hommes. Et que le gouvernement, conscient que les ressources en pétrole et en gaz naturel ne sont pas illimitées, mise sur la diversification de l'économie, le développement du secteur privé et la création d'emplois en suffisance pour une population jeune. Confinées à la maison, tandis que leurs frères jouent au foot sur la plage, solidaires entre elles, les jeunes Omanaises ont compris que leur salut passe par la formation intellectuelle et professionnelle. Et elles veulent se faire leur place au soleil.



Sa majesté le Sultan Qabous préside une réunion du cabinet. Les têtes voilées sont rares.

Il y a deux ans, les femmes engagées dans la vie professionnelle faisaient encore figure d'oiseaux rares. En l'an 2000, elles sont partout, foulard sur la tête et visage savamment maquillé, à l'aéroport, dans les banques, les hôpitaux, les hôtels, les bureaux ou encore au volant d'une voiture.

Dans les salles de cours de la Faculté des sciences économiques et commerciales de l'Université du sultan Qabous,



Quatre-vingt-neuf diplômé-e-s de médecine omanais-e-s assistent à la cérémonie de fin d'études en 1999. Les femmes constitueraient 47% des effectifs étudiants dans les écoles publiques. «Si on était aussi sévère pour les garçons qu'avec les filles, relève un diplomate français, il y aurait 80% de femmes à l'université».